

La pauvreté au Royaume-Uni

Onu : Haut-Commissariat aux droits humains

Partage international n° [364](#) - Décembre 2018

Communiqué du professeur Philip Alston, rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits humains, lors de sa visite au Royaume-Uni (extrait abrégé).

Londres, le 16 novembre 2018 - Le Royaume-Uni est la cinquième puissance économique mondiale ; plusieurs régions sont immensément riches, sa capitale est un centre majeur de la finance mondiale, ses patrons sont innovants et dynamiques, et malgré les turbulences politiques actuelles, ses institutions sont enviées, à juste titre, dans de nombreuses régions du monde. Il semble donc manifestement injuste et contraire aux valeurs britanniques que tant de personnes vivent dans la pauvreté. Tous ceux qui regardent vraiment observent une augmentation flagrante des banques alimentaires et des files devant celles-ci, des gens qui dorment dans la rue, des sans domicile fixe, et un profond sentiment de désespoir. Ce dernier a même conduit le gouvernement à nommer un ministre de la prévention du suicide et la société civile à faire un rapport approfondi sur les niveaux inouïs de solitude et d'isolement. Les collectivités locales qui, en particulier en Angleterre, jouent un rôle vital en garantissant un véritable filet de protection sociale, ont été affaiblies par une série de mesures gouvernementales. Un nombre inégalé de bibliothèques ont fermé, les centres publics pour la jeunesse ont été réduits et sous-financés, les espaces et les bâtiments publics, y compris les parcs et les centres de loisirs, ont été vendus. Si les marchés du travail et du logement constituent la toile de fond de mon rapport, il met également l'accent sur le rôle de la protection sociale et des politiques qui en découlent.

Résultats : 14 millions de personnes, soit un cinquième de la population, vivent dans la pauvreté. Quatre millions d'entre elles se situent à moins de 50 % du seuil de pauvreté dont 1,5 million vit dans le dénuement et n'a pas les moyens d'acheter les

produits de première nécessité. Le très respecté *Institute for Fiscal Studies* (l'institut pour les études fiscales) prévoit une augmentation de 7 % de la pauvreté infantile entre 2015 et 2022, et diverses sources prévoient des taux de pauvreté infantile allant jusqu'à 40 %. Que près d'un enfant sur deux soit pauvre au XXI^e siècle au Royaume-Uni est non seulement une honte, mais en même temps une catastrophe sociale et économique.

Cependant, le tableau complet du mal-être des personnes à faible revenu au Royaume-Uni ne peut être brossé par les seules statistiques. Et ses conséquences sont bien visibles pour tous. Les organisations caritatives les plus respectées du pays, les principaux groupes de réflexion, les commissions parlementaires, les autorités indépendantes comme la Cour des comptes nationale, et bien d'autres, ont tous attiré l'attention sur la baisse spectaculaire des ressources des plus démunis du pays. Malgré tout, le gouvernement s'est obstinément opposé à voir la situation telle qu'elle est, et est résolument resté dans un état de déni. Alors même que les autorités décentralisées d'Ecosse et d'Irlande du Nord s'efforcent désespérément d'atténuer par tous les moyens, en d'autres termes de contrecarrer au moins les pires aspects de la politique sociale du gouvernement, les ministres m'ont assuré que tout allait bien et fonctionnait comme prévu. S'ils ont apporté, à contrecœur, quelques retouches à la politique initiale, ils refusent farouchement les modifications qui répondraient aux nombreux problèmes que tant de gens à tous les niveaux ont portés à mon attention. La bonne nouvelle, c'est que bon nombre de problèmes pourraient facilement être résolus si le gouvernement les reconnaissait et examinait certaines des recommandations ci-dessous.

Au cours de mes voyages en Angleterre, au Pays de Galles, en Ecosse et en Irlande du Nord, j'ai rencontré des personnes vivant dans la pauvreté, qu'elles soient âgées, jeunes, handicapées, avec ou sans travail. J'ai parlé avec des personnes de la société civile, des travailleurs sur le terrain, des formateurs et des représentants des gouvernements régionaux et britanniques ; j'ai visité des organismes sociaux, des logements sociaux, une agence pour l'emploi, une banque alimentaire, un centre de conseil social, une bibliothèque et une école primaire. J'ai également rencontré des ministres du gouvernement central et du Pays de Galles, ainsi que le premier ministre écossais. J'ai longuement parlé

avec des représentants de tous les grands partis politiques.

Au cours de ces deux semaines, j'ai rencontré des personnes dépendant des banques alimentaires pour leur prochain repas, dormant chez des amis car elles sont sans abri, et ne peuvent offrir à leurs enfants la sécurité d'un logement, des personnes qui se prostituent pour de l'argent ou un toit, des enfants qui grandissent dans la pauvreté, incertains de leur avenir, des jeunes gens qui rejoignent des bandes pour sortir de la misère, des handicapés qui, contre l'avis de leur médecin, doivent reprendre le travail pour ne pas perdre leurs indemnités.

J'ai également constaté une immense résilience, une force et une générosité extraordinaires, des voisins qui s'entraident, des municipalités à la recherche de solutions créatives et des organismes de bienfaisance qui interviennent pour combler les lacunes des services gouvernementaux. J'ai également entendu des histoires de formateurs profondément

compatissants et d'un directeur régional de l'agence pour l'emploi qui a fait évoluer la culture dans ses services.

Sur le Brexit, le professeur Philip Alston écrit : « *Si la Charte européenne des droits fondamentaux ne s'applique plus au Royaume-Uni, le niveau de protection des droits humains dont bénéficie la population sera considérablement réduit. Le Royaume-Uni ne devrait pas revenir sur les protections des droits humains imposées par l'UE en matière de réglementation et de réduction des inégalités dans le monde du travail.* »

Royaume Uni

Date des faits : 16 novembre 2018

Sources : ohchr.org

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Divers